



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

croissance

Question écrite n° 28108

Texte de la question

M. Richard Mallié interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la reprise économique qui semble se préciser. Embellie de la confiance en Europe, chiffres de croissance record attendus aux Etats-Unis et essor des marchés ; la reprise mondiale semble désormais enclenchée, même si la baisse du dollar demeure une hypothèque sérieuse pour l'Europe et le Japon. Toutefois, force est de constater que, avant de s'autoriser à évoquer une reprise, les économistes attendaient la confirmation de l'amélioration du contexte conjoncturel amorcée depuis la rentrée. Les indicateurs économiques semblent aller en ce sens. Au mois d'octobre, le moral des industriels s'est encore redressé, l'indicateur synthétique du climat des affaires atteignant 95, après 93 en septembre. Depuis le mois de juin, la hausse s'avère continue, confirmant que le pire est derrière nous. Bien sûr, les chefs d'entreprise ont, à juste raison, une bien médiocre opinion de la production des derniers mois. Mais, lorsqu'ils se projettent dans le futur, la situation s'améliore. Tous les indicateurs de l'enquête retrouvent des couleurs. Les carnets de commandes globaux se regonflent et ils bondissent même de 11 points, enregistrant leur plus forte variation mensuelle depuis mars 1994. Les industriels anticipent également une rentrée de commandes en provenance de l'étranger, encouragés notamment par la reprise aux Etats-Unis et par le redressement du climat des affaires en Allemagne, premier partenaire commercial de la France. Après s'être fortement redressées pendant l'été, leurs perspectives personnelles de production s'améliorent encore légèrement (de 3 à 4 en un mois), à un niveau proche de leur moyenne de long terme. Les perspectives générales de production progressent aussi, mais restent à un niveau bas (de - 26 à - 21). L'économiste Emmanuel Ferry pense que ce décalage « traduit le retard de l'économie française face au retournement du cycle mondial ». Il l'explique notamment par le retard pris par les entreprises dans le processus d'ajustement ou encore par une ouverture au commerce mondial plus faible. Pour certains, cette enquête sur le moral des chefs d'entreprises révèle de réels signes de reprise de l'activité, l'amélioration étant jugée plus importante que ce que suggère la timide hausse de l'indicateur synthétique. Pour d'autres, nous ne sommes pas encore en mesure de crier victoire, la reprise étant alors appréciée comme « corrective et molle ». Dans cette dernière hypothèse, elle suffira juste à ne pas plonger la France dans la récession, mais ne permettra pas un réel décollage de la croissance. Or l'indicateur de retournement de l'Insee, conçu pour anticiper les inflexions de la conjoncture, favorables ou défavorables, accrédi terait plutôt l'hypothèse d'une reprise molle, le curseur de l'indicateur restant dans la zone neutre. Il lui demande donc son avis sur les perspectives économiques qui s'ouvrent pour notre pays.

Texte de la réponse

La prévision du Gouvernement publiée en septembre 2003 table sur une reprise de la croissance économique de la même ampleur en France et dans le reste de la zone euro, à savoir 1,7 % en 2004, après 0,5 % en 2003. Les derniers indicateurs conjoncturels montrent que ce scénario est en train de se concrétiser : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,4 % au troisième trimestre, en France comme dans l'ensemble de la zone euro, en raison d'une bonne tenue de l'activité dans les services ; les enquêtes de conjoncture réalisées au cours des derniers mois font en outre état d'une très nette amélioration du climat des affaires dans l'ensemble

des secteurs : industrie, services et construction. Dans l'industrie, l'amélioration porte sur les carnets de commande et les perspectives de production qu'entrevoient les chefs d'entreprise mais elle est aussi perceptible dans les évolutions récentes, la production ayant fortement accéléré au cours des derniers mois (en septembre et octobre notamment) ; la reprise à l'oeuvre s'appuie sur le redémarrage de la croissance mondiale, mais elle repose également en France sur une bonne tenue relative de la demande des ménages que le Gouvernement soutient à travers la baisse des impôts et des charges et la revalorisation des bas salaires ; l'investissement des entreprises devrait également se redresser au cours des prochains trimestres en raison du redémarrage de la demande et du maintien de conditions de financement favorables. La dernière note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), publiée en décembre, suggère ainsi que la croissance française est revenue sur un rythme annuel de 2,5 % dès le quatrième trimestre 2003 et qu'elle s'y maintiendrait au premier semestre 2004, en dépit de la dépréciation récente du dollar et du maintien à un niveau relativement élevé du prix du pétrole. L'analyse de l'INSEE suggère en outre que notre croissance serait un peu plus forte que dans le reste de la zone euro au cours des prochains trimestres, en raison notamment d'une consommation des ménages qui resterait plus vigoureuse. Au total, le scénario de croissance que le Gouvernement a retenu dans le projet de loi de finances pour 2004 paraît très prudent au regard des informations conjoncturelles récentes et notre économie semble bien placée dans le mouvement de reprise qui s'est amorcé en Europe.

Données clés

Auteur : [M. Richard Mallié](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 28108

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 novembre 2003, page 8571

Réponse publiée le : 27 janvier 2004, page 658